

Entretien avec le président du Conseil économique et social (CES), et président de Démocratie nouvelle, René Ndemezo'o Obiang (suite & fin)

" Ce qui nous lie au PDG, c'est l'application des Actes du dialogue d'Angondjé "

Suite de la page 2

Pour aborder le volet politique de notre entretien, beaucoup de Gabonais ont du mal à saisir la nouvelle ligne politique de Démocratie nouvelle (DN) dont vous êtes le président-fondateur. Plus d'un an après l'élection présidentielle, ils vous reprochent toujours d'avoir pris un virage à 180° pour rallier le pouvoir en place. Que leur répondez-vous ?

Démocratie nouvelle a été créée le 27 et 28 avril 2016. C'est un parti qui prône l'alternance dans notre pays. Mais celle-ci ne doit être atteinte uniquement que par la voie des urnes. C'est également un parti patriotique dont la devise est Patrie-Démocratie-Progrès. Dans le volet démocratie, nous restons attachés au respect des institutions de la République. Nous pensons qu'elles sont toujours à parfaire, mais en attendant pour le Gabon, elles sont celles qui existent. C'est pourquoi Démocratie nouvelle, après avoir soutenu, lors de la campagne présidentielle de 2016, le candidat qui correspondait à nos aspirations de l'époque, a estimé en tant que parti républicain, une fois que le verdict de la Cour constitutionnelle avait été prononcé, que l'élection présidentielle était terminée. Et nous avons été ouverts au Dialogue auquel a appelé le chef de l'Etat en place, Ali Bongo Ondimba, et qui a été à nouveau proclamé élu. Ce Dialogue a abouti à des actes qui incluent des réformes dans le domaine des institutions et de l'organisation des élections. Nous sommes passés à la formation du nouveau gouvernement, et au réajustement à la tête de certaines institutions comme le Conseil économique et social (CES) et la confirmation à sa place du Conseil national de la Démocratie (CND), la réactivation de la fonction de Vice-président de la République. Ensuite, nous sommes passés à la mise en œuvre des réformes actées lors de ce Dialogue. Démocratie nouvelle se situe tout à fait dans cette lignée.

Pour certains observateurs, votre parti est considéré aujourd'hui comme le nouvel aspirateur des opposants en mal de parcours dans leurs partis politiques respectifs. Le cas le plus parlant est celui de Patrick Eyogho Edzang qui vous a rallié après avoir été exclu de l'Union nationale. Est-ce à dire que vous aimez aller à la pêche ?

Les compatriotes de tous bords politiques qui lisent et comprennent la plate-forme politique de Démocratie nouvelle, et surtout s'ils pensent que leur vision du Gabon est proche de la nôtre, sollicitent librement leur adhésion. Je crois que c'est ce que le député Patrick Eyogho Edzang a fait. Nous ne l'avons pas courtisé. A Démocratie nouvelle, nous ne courtisons personne, mais si un compatriote qui est libre de ses choix, ayant démissionné ou ayant été exclu d'un parti politique, décide de nous rejoindre, au regard du paysage politique, nous l'accueillons à bras ouverts.

Pour le cas de Patrick Eyogho, nous le considérons comme un jeune compatriote dynamique et compétent. Je crois savoir que dans le civil, c'est un expert-comptable confirmé. Le président de la République vient de l'honorer en le nommant aux hautes et prestigieuses fonctions de ministre de l'Energie et de l'Eau. Toute chose, nous le pensons, qui a été faite au regard



Photo : SM

René Ndemezo' Obiang : "Il n'y aura pas de boycott, ni plan B à Démocratie nouvelle".

du parcours brillant de ce haut cadre. Il a demandé à venir à DN, je l'ai appris alors que j'étais en mission à l'étranger, nous nous en réjouissons. Nous pensons que son arrivée va nous apporter des forces supplémentaires.

Pour autant, nous ne pouvons pas être responsables des turpitudes de tel ou tel parti. Il faut que chacun ait le courage de balayer devant sa propre porte. Si un parti, je ne cite le nom d'aucun, connaît une saignée dans ses rangs, il serait plus judicieux qu'il se penche sur sa ligne politique et ses pratiques pour essayer de comprendre ce qui se passe. Et non pas de penser qu'il y aurait une main invisible quelque part pour aspirer ses militants. Nous sommes simplement heureux que de plus en plus de compatriotes trouvent notre offre politique favorable à une alternance démocratique convaincante ; ainsi que de travailler avec nous pour une véritable alternance démocratique au Gabon.

En outre, nous sommes contre le statu-quo et les privilèges indus. En même temps, nous ne sommes pas pour l'aventure. Nous ne pensons pas qu'il y a des plans B ou C en démocratie. Nous pensons qu'en démocratie, si on n'a pas été élu à une élection, nous ne voyons pas d'autres issues que de se remettre à la tâche, de travailler pour que l'élection suivante puisse être meilleure en termes d'organisation et de résultats. Nous n'allons pas donc à la pêche. La politique est tellement une affaire sérieuse que chacun doit assumer ses choix.

Quels sont vos liens avec le pouvoir, à travers celui qui l'incarne, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et avec le PDG ?

Mes liens avec le pouvoir sont clairs. Nous sommes allés au Dialogue politique. D'un côté la majorité, dirigée par le PDG, de l'autre l'aile de l'opposition qui a accepté d'aller au Dialogue. A l'issue de cette

rencontre, un certain nombre de réformes ont été actées ensemble. Aujourd'hui, il y a un gouvernement dans l'esprit dudit Dialogue, un Comité de suivi en attente et il y a un document contenant les Actes. Nous nous sommes engagés de part et d'autre à tout faire pour qu'il soit appliqué intégralement. Ce qui nous lie au Parti démocratique gabonais (PDG), c'est l'application des Actes que nous avons adoptés ensemble au cours du Dialogue. Nous n'avons aucun lien organique avec eux. Nous avons un document qui nous lie : c'est celui des Actes de ce Dialogue que nous avons signés. De temps à autre, c'est le rôle du Comité de suivi de nous réunir pour vérifier si nous sommes toujours entrain d'appliquer ce que nous avons décidé ensemble.

Avec la première institution de la République, c'est le chef de l'Etat. Nous avons pris nos positions pendant la campagne. Nous sommes des Républicains, après la proclamation des résultats, l'élection présidentielle est derrière nous. Il faut donc considérer que jusqu'en 2023, date de la prochaine élection, il y a un président de la République qui a ses convictions, sa ligne politique, son parti politique. Evidemment nous lui devons respect en tant que président de la République. Aujourd'hui, il m'a nommé parce que cela fait partie de ses prérogatives. Pour autant, je ne pense pas qu'il ait exigé de moi d'adhérer au PDG. Je demeure toujours président de DN, en même temps que j'occupe la fonction de président du CES. Nous avons le lien de respect des institutions républicaines tout en étant membre de partis différents. Pour être amis, il faut être deux.

Trente partis faisant partie de la délégation de l'opposition que vous avez conduite au Dialogue politique vous reprochent, avec d'autres, notamment le PSD de Pierre-Claver Maganga Moussavou, le PDS de Séraphin Ndaot

Rembogo, d'avoir été privilégiés à leur détriment lors des dernières nominations. Que leur répondez-vous ?

Les partis politiques sont des entités à part, tout comme l'est l'Etat. Le gouvernement de la République, d'après ce que je sais est composé, par le président de la République et son Premier ministre. Il est que ni Maganga Moussavou, ni Ndaot, ni Ndemezo'o Obiang, encore moins quelqu'un d'autre de notre bord politique, n'a formé le gouvernement. Au nom de Démocratie nouvelle, j'avais dit qu'ayant pris part au Dialogue si le président de la République sollicite mon parti, en choisissant un ou deux membres pour être dans l'équipe gouvernementale, j'en serai réjoui. Le chef de l'Etat a voulu prendre au gouvernement les opposants de son choix. La responsabilité de former le gouvernement n'incombe pas aux chefs de partis qui ont été sollicités.

Le Dialogue politique est fini. Chaque parti est souverain. Il faut éviter de considérer que ceux qui étaient au Dialogue formeront un parti. Ce fut simplement un moment particulier qui a vu la présence de deux délégations, Majorité et Opposition. Une fois les rideaux tirés, chacune des formations recouvre son statut, à travers sa ligne politique, ses activités, ses alliances. Même si je partage la déception de ces responsables qui n'ont pas vu un des leurs entrer au gouvernement. Je crois que j'aurai éprouvé le même sentiment si notre parti ne siégeait pas au sein du gouvernement. Mais le président de la République nous a fait l'honneur de choisir Jonathan Ndoutoume Ngome comme ministre délégué. Nous ne sommes pas dans un gouvernement de partis comme lors de la quatrième République en France.

Les élections législatives auront lieu l'année prochaine, plusieurs états-majors, à l'image du PDG, sont déjà entrain de se préparer, à travers l'organisation des congrès et autres réunions. Où en est votre formation politique ?

Nous allons très prochainement organiser un congrès extraordinaire. Car, au terme de nos statuts, le congrès ordinaire doit se réunir tous les quatre ans. L'année dernière, au mois d'avril, nous avons organisé un congrès fondateur. Nous estimons que l'actualité politique de cette date à maintenant a été très riche. Il y a eu la campagne présidentielle, la crise post-électorale, le Dialogue politique. Il est alors important de tenir un nouveau congrès pour bien réajuster notre ligne politique en fonction de tous ces événements. Dans les jours à venir, vous serez informés, mais je peux vous dire que nous avons déjà mis en place une commission chargée de la préparation de cette réunion importante. Nous mettrons également sur pieds une commission chargée d'examiner les candidatures. Je puis vous assurer que nous allons présenter des candidats.

Démocratie nouvelle, qui pense que la seule voie de conquête du pouvoir est l'élection, ne peut que se préparer à aller aux élections législatives. Nous n'entretenons aucun type de suspens. Il n'y aura pas de boycott, ni de plan B à Démocratie nouvelle. Nous voulons que les réformes du dernier Dialogue soient mises en œuvre. L'un des points forts, en matière de conquête démocratique, a été la création du Centre gabonais des élections. Nous attendons de voir les projets de textes que le gouvernement va présenter pour la concrétisation des Actes du Dialogue politique.